

Nous avons accordé à certains des agriculteurs dont le député a parlé une subvention qui a réduit leur taux d'intérêt à 12 p. 100. Quelques-uns d'entre eux n'ont pas effectué le moindre paiement pendant les deux années où ils ont touché cette subvention. Ce programme de subventions qui a servi à réduire leur taux d'intérêt à 12 p. 100 a coûté des millions de dollars au gouvernement. La Société du crédit agricole demandait un taux d'intérêt de 16 et 16.75 p. 100, alors que les institutions de prêt privées demandaient un taux se situant entre 20 et 23 p. 100.

J'aimerais rappeler gentiment au député qui nous accuse de ne pas leur être venu en aide que le système de commercialisation que son parti semble appuyer est en bien mauvaise posture et n'apporte pas aux agriculteurs des revenus suffisants. Ainsi, il voudrait que le gouvernement intervienne et supplée aux carences de ce système de commercialisation. J'aimerais bien que son parti adopte une attitude une fois pour toutes. Le député sait aussi bien que moi que de nombreux agriculteurs du Manitoba qui participent au système de commercialisation s'occupent eux-mêmes du marché, l'administrent et paient en outre les comptes.

L'AIDE AUX AGRICULTEURS

M. Lee Clark (Brandon-Souris): J'ai une question supplémentaire à poser au ministre des Finances. Au nom des agriculteurs de ma circonscription que leurs créanciers ou des taux d'intérêt élevés acculent à la faillite, j'aimerais demander au ministre pourquoi le gouvernement accepte de tirer un trait sur les dettes de la société Canadair, alors qu'il refuse de venir en aide aux agriculteurs moyens.

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'aimerais rappeler à l'honorable député que le gouvernement fournit chaque année plusieurs centaines de millions de dollars, permet à la Société du crédit agricole de dépenser, de prêter des centaines de millions de dollars au secteur agricole dans notre pays, et que chaque année le ministère de l'Agriculture dépense des centaines de millions de dollars pour venir en aide au secteur agricole, et ce pour veiller à ce que notre secteur agricole devienne un secteur dynamique et concurrentiel à l'échelle du monde. En fait, d'ailleurs, l'agriculture au Canada est apparue comme l'une des industries les plus dynamiques dans l'économie canadienne, et une des plus dynamiques au monde. Alors, je pense qu'avec l'appui du gouvernement canadien et des politiques que ce gouvernement-ci a mises en œuvre, le secteur de l'agriculture au Canada s'est affirmé comme étant un secteur extrêmement dynamique; mais il est évident qu'au cours des périodes difficiles, avec des taux d'intérêt élevés, certains agriculteurs connaîtront des difficultés. Et l'honorable député sait que nous avons d'ailleurs mis en œuvre un certain nombre de mesures pour venir en aide aux agriculteurs faisant face à des difficultés particulières.

Questions orales

• (1140)

[Traduction]

LES PETITES ENTREPRISES

LES OBLIGATIONS POUR L'EXPANSION DES PETITES ENTREPRISES

M. Scott Fennell (Ontario): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre des Finances. La description que l'on fait de lui est très juste. Quand on dit que le ministre des Finances est incompetent, c'est le mot juste. Des milliers de personnes sont inquiètes à propos des emplois. Les petites entreprises paniquent à cause de la nouvelle tendance à la hausse des taux d'intérêt. Le ministre des Finances va-t-il mettre en œuvre un plan d'urgence pour protéger les petites entreprises canadiennes en rétablissant sous leur forme initiale, les obligations pour l'expansion des petites entreprises qui devaient aider non seulement les entreprises en faillite mais aussi les petites sociétés canadiennes saines qui ont été durement touchées par la hausse des taux d'intérêt?

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je prends note de la suggestion de l'honorable député.

[Traduction]

LES INTENTIONS DU MINISTRE

M. Scott Fennell (Ontario): Monsieur le Président, nous avons entendu le ministre tenir de longs dialogues macroéconomiques la semaine dernière.

Une voix: Vous avez appris un nouveau terme.

M. Fennell: J'ai appris beaucoup. Le ministre a omis de dire aux Canadiens ce qu'il va faire pour favoriser l'emploi afin de sauver les petites entreprises et de relancer l'économie du pays.

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, je ne comprends pas ce que cela vient faire dans la période des questions. Le député a fait un discours. Il se plaint des longues réponses. Je lui en ai donné une brève. Il devrait être content. Je pourrais lui expliquer encore . . .

M. McDermid: Non, non.

M. Lalonde: Vous avez peur d'avoir de plus longues réponses? Vous en aurez une. Dans le dernier budget, j'ai présenté des mesures visant à . . .

M. le Président: A l'ordre. Le ministre des Finances a fait une bonne remarque. Les questions d'ordre général sont déplacées pendant la période des questions. Nous nous lançons dans de petits débats; il ne s'agit plus de simples questions et réponses. Je voudrais que les députés réfléchissent un peu à la façon dont cette période évolue.